

Nel sistema della legge lo Stato non s'appropria
 esse stesse che componga la ricchezza o il valore patrimoniale
 delle imprese efficienti: ciò che ^{+ queste} hanno è loro:
 rapporti giuridici che ^{che} hanno stabilito finora e in
 no inalterabili: lo Stato nulla si prende, nella domanda
 la sua azione, come supremo ordinatore e moderatore degli
 interessi che ^{che} nella sovranità sua reputa d'ordine giuridico
 e, di ragion pubblica, si riduce a proibire che le imprese
 private operino arbitrariamente ed esplicano in riguardo al pubblico
 un arbitrario modo di attività: si riduce a limitare
quella quella possibilità di agire giuridicamente che è il contenuto
 del diritto soggettivo, che dalla legge è solo dalla
 legge trae l'intero esser suo.

Or, se quest'azione non è di esplicita
 propria ma di limitazione, che può riguardare
 allo Stato la facoltà di procedervi, anche negare
 per sempre la vita stessa dell'attività, secondo la
 finalità sociale che la compendia ^{la sua, e com'è interesse} e le specificità

2



Sessantini ^{che per un anno} ~~parlano~~ ^{si svolge?} Lo Sbt con legge
 a ^{+ azienda,} ~~veruna~~ ^{+ +} ~~si eff~~ ^{impresa} ~~essenziale,~~ ^{promissa} ~~op~~
 vanti in Italia, il prodotto dell'attività spiccate fin
 qui: principe ~~de~~ ^{de} ~~attività~~ ^{per l'arrivare,} ~~la~~ limitato
 nel determinare la personalità. E questo del limitato
 gli elementi della personalità, è per se, - limitato
 nella dove + chi si ne trova damaggiato: limitato
 non basta con diritto acquisito, ma basta la possibilità
 di acquistarlo; e quando si dice del quadrato ^{cio non per}
^{farsi} ~~per~~ ~~del~~ ~~atto~~ ~~per~~ ~~che~~ ~~non~~ ~~può~~ ~~dare~~ ~~inscuribile,~~ ~~è~~ ~~una~~
 un escluso ~~alle~~ ~~norme~~ ~~della~~ ~~atto~~ ~~in~~ ~~base~~ ~~nel~~ ~~pr~~
~~atto~~ ~~significato~~ ~~fu~~, ~~alla~~ ~~funzione~~ ~~legislativa~~ ~~cre~~
~~due~~ ~~del~~ ~~diritto~~ ~~regulativo.~~

E' ~~non~~ ~~giu~~ ~~st~~ ^{questo} ~~comuto~~ ~~nell'~~ ~~ordinanza.~~
 giuridica? ~~coll'~~ ~~altra.~~ ~~Eff~~ ~~si~~ ~~ha~~ ~~determinato~~



sempre, e vi domina, nei diritti reali, la ragione
 della proprietà, diritto assoluto e cui immagine
 vi dice non sempre richiamata per concessione in
 confronti del diritto di personalità, non è debbono
 forse da speciali limitazioni, che non costituiscono
 virtù vere? E bene: queste limitazioni che la
 legge impone, conciliando il privato col pubblico
 interesse, entrano a comporre il contenuto del
 diritto non è inibito, non è conceduto e non
 finito nell'ordinamento giuridico, e neppure
 inderogabile di diritto e che si differenzia
 dai diritti veramente onere o servitù, che
 lasciano il diritto imponendo un peso, e quindi
 sopprimendo un'abilità che dà giusta ragione
 ed inderogabile. Non altrimenti qui opera



Telle est la loi: voici les travaux préparatoires, qui en indiquent amplement la signification sociale, la finalité économique, la structure juridique. Le dernier article a été la disposition la plus discutée, quand le projet fut présenté à la Chambre des Députés, l'on a dit que c'était plus qu'une expropriation, que c'était une vraie spoliation que d'enlever aux entreprises d'assurances une richesse, une valeur patrimoniale sans leur donner une compensation proportionnée.

Cette critique et cette objection cachaient, sous la disposition juridique, le contraste politique de parti ou la défense d'intérêts qui pouvaient être respectables ou paraître tels aux adversaires, en réalité ces intérêts ne s'appuyaient sur aucun droit.

Dans le système de la loi, l'État ne s'approprie aucune chose qui compose la richesse ou la valeur patrimoniale des entreprises d'assurance: ce que celles-ci possèdent est à elles: les rapports juridiques qui ont existé jusqu'aujourd'hui

restent inaltérables: l'État ne prend rien, ne demande rien. Son action, comme ordonnateur et modérateur suprême des intérêts, que dans sa souveraineté il juge d'ordre général, d'utilité publique, se réduit à empêcher que les Entreprises privées continuent à exercer dans leurs rapports avec le public, un mode déterminé d'activité: elle se réduit à limiter cette possibilité d'agir juridiquement qui est contenue dans le droit personnel et qui tire de la loi seule toute son existence.

Or, si cette action de l'État n'est pas une expropriation mais une limitation, qui peut nier à l'État la faculté de la poser, sans lui refuser en même temps sa propre existence, et par conséquent la finalité sociale qu'il poursuit, non moins les actes spéciaux par lesquels il exerce son activité.

L'État n'enlève à aucune administration, entreprise étrangère opérant en Italie, le produit de l'activité déployée jusqu'ici; il empêche qu'une telle activité s'exerce à l'avenir, il la limite en déterminant sa personnalité. Le droit de limiter les éléments de la personnalité lui appartient.

En limitant la personnalité il ne doit rien à qui se croit lésé: en le limitant, il n'ôte pas un droit acquis, mais il enlève la possibilité d'en acquérir: et quand on dit que cela ne peut se faire sans donner lieu à une indemnité, on crée un obstacle à la souveraineté de l'État, entendue dans sa plus haute signification, dans la fonction législative créatrice de tout droit.

Cette conception de l'ordre juridique paraît-elle peut être nouvelle ? Tout au contraire. Elle a toujours dominé dans l'État, et y domine. Dans les droits réels, la raison de propriété, droit absolu dont l'espèce juridique est toujours rappelée pour éclaircir le contenu du droit de personnalité, n'est-elle pas déterminée par des limitations spéciales, qui ne constituent pas de vraie servitude ? Eh bien, ces limitations que la loi impose en conciliant l'intérêt privé avec l'intérêt public, sont les éléments qui composent le contenu du droit tel qu'il est constitué, concédé ou reconnu dans l'ordre juridique, et aucune indemnité n'est donnée à qui les subit. Il ne va pas de même pour ce qui est

vraiment une charge ou une servitude: elle laisse de côté le droit en imposant une charge, et en relevant par conséquent une utilité, qui donne une juste raison d'être indemnisé.

La loi n'opère pas autrement ici: elle limite la possibilité de l'activité juridique chez la personne; elle établit un certain mode de personnalité, en respectant les actes juridiques posés avant le règlement nouvellement imposé.

Nous avons dit que les entreprises se trouvent contraintes à la liquidation par suite du nouveau règlement. Il va sans dire que nous ne parlons pas ici de liquidation suivant la signification qu'elle a comme qualité juridique spéciale; il s'agit de ce procédé de conversion de la valeur patrimoniale actuelle, et qui est la conséquence de la loi, qui impose aux entreprises d'assurances sur la vie de cesser toute activité à l'avenir: procédé que la loi elle-même cherche à faciliter dans les meilleures conditions possibles pour qu'elle puisse s'effectuer par degrés, sans secousses et sans troubles inattendus.

Or, qu'importe qu'on dise que la loi empêchant ces entreprises d'opérer à l'avenir, les met dans la nécessité de liquider ?

L'intérêt lésé n'est pas en soi une cause juridique de quelque indemnité que ce soit ; la liquidation ne signifie pas un acte par lequel l'État s'approprie les biens appartenant aux entreprises ; c'est seulement la conséquence ruineuse si l'on vent, d'un acte légitime, qui est de refuser aux particuliers d'agir juridiquement d'une certaine manière . Les dites entreprises auraient-elles raison d'intenter une action pour obtenir une indemnité d'une nouvelle entreprise, qui, en cas de légitime concurrence, les aurait vaincues et les obligerait à liquider ? Certainement non. Elles peuvent encore moins avoir d'action contre l'État, qui exerçant son pouvoir souverain, a limité leur action spéciale, sans rien s'approprier de ce qu'elles possèdent effectivement. En raisonnant ainsi, on dirait que non seulement la seule vraie expropriation, telle que le transfert d'une valeur économique réelle, peut donner lieu à une indemnité ;

mais que le simple dommage qui atteint les particuliers du fait de nouveaux règlements législatifs donne le même droit aux indemnités. On confondrait ainsi l'état d'expropriation avec l'état de liquidation, c'est-à-dire un état qui transfère un bien particulier en faveur du bien public, avec la liquidation qui laissant au particulier ce qu'il possède, l'oblige seulement à le transformer économiquement. Et alors chaque intérêt lésé par de nouveaux actes législatifs serait élevé à une juste prétention juridique : la possibilité ou le fait d'un dommage serait une arme légitime entre les mains des particuliers contre les fonctions législatives ; l'intérêt privé primerait le droit suprême de la collectivité, et le sentiment anarchiste devrait légitimement prévaloir, en dissolvant toute Société sociale.

La loi approuvée est donc rigoureusement respectueuse de l'ordre juridique, tel qu'il est entendu chez nous et dans tous les Etats civils :
et le Ministre Giolitti qui en fixa le principe et

qui l'a voulue, et le Ministre Nitti qui lui donna son expression technique, ont fait une oeuvre sage, digne de la vie des États modernes et grandement provocatrice de toute sorte d'énergie nationale.

Questa la legge: questi i lavori preparatorie ne dichiarano ampiamente il significato sociale, la finalità economica, la struttura giuridica. *In* questo ultimo il punto più discusso quando il disegno venne presentato alla Camera dei Deputati, e si disse che il togliere alle imprese assicuratrici una ricchezza, un valore patrimoniale senza dare il compenso adeguato, era non più espropriazione, sibbene spogliazione: ma critiche ed obiezioni nascondevano sotto la forma giuridica il contrasto politico di partito, o la difesa di interessi che potevano essere rispettabili, o che tali potevano parere agli oppositori mentre in realtà non avevano contenuto verò di diritto.

Nel sistema della legge lo Stato non si appropriava cosa alcuna che componga la ricchezza

porti giuridici che hanno costituiti finora rimangono inalterati: lo Stato nulla si prende nulla domanda. La sua azione come supremo ordinatore e moderatore degli interessi che nella sovranità sua reputa d'ordine generale, di ragione pubblica, si riduce a proibire che le Imprese private continuino ad esplicitare in riguardo al pubblico un determinato modo di attività: si riduce a limitare quella possibilità di agire giuridicamente che è il contenuto del diritto soggettivo, e che dalla legge e solo dalla legge trae l'intero esser suo.

Ora, se questa azione non è di espropriazione ma di limitazione, chi può negare allo Stato la facoltà di procedervi, senza negare in pari tempo la vita stessa sua, ^{e quindi} ~~com'è intesa~~ la finalità sociale che ^{persegue} ~~la compone~~ e le speciali funzioni per cui essa si svolge? Lo Stato non toglie a veruna azienda, sia essa impresa na-

proibisce tale attività per l'avvenire, la li-
mita nel determinare la personalità. E questo
del limitare gli elementi della della persona-
lità, è poter suo, e limitando nulla deve a chi
se ne tenga danneggiato: limitando, non toglie
un diritto ^{acquistato} ~~acquistato~~, ma toglie la possibilità
di acquistarne; e quando si dicesse che ciò
non può farsi senza dare indennità, si crea
un'ostacolo alla sovranità dello Stato intesa
nel più alto significato suo, nella funzione
legislativa creatrice di ogni diritto soggettivo.

E' nuovo forse questo concetto nell'ordi-
namento giuridico? Tutt'altro. Esso vi ha do-
minato sempre e vi domina . Nei diritti reali
la ragione della proprietà, diritto assoluto
la cui immagine giuridica vien sempre richiama-
ta per lumeggiare il contenuto del diritto
di personalità, non è determinata forse da

speciali limitazioni che non costituiscono
servitù vere ? E bene : queste limitazioni
che la legge impone, conciliando il privato
col pubblico interesse, entrano a comporre il
contenuto del diritto com'è costituito, com'è
conceduto o riconosciuto nell'ordinamento giuri=
dico, e nessuna indennità si dà a chi le ~~esce~~=
sce: a differenza di ciò che è veramente onere
o servitù , che lascia il diritto imponendovi
un peso, e quindi togliendone un'utilità che
dà giusta ragione di indennizzo. Non altri=
menti cui opera la legge : limita la possi=
bilità dell'attività giuridica alla perso=
na ; compone in un dato modo la perso=
nalità , rispettando gli atti giuridica=
mente costituiti prima della norma
nuovamente imposta.

Si è detto che le imprese si troveranno costrette a liquidare per effetto del nuovo ordinamento : si intende ^{che qui si vuol parlare} di liquidazione, non secondo il significato che ha come stato giuridico speciale, ma quel processo di conversione del valore patrimoniale presente, e che è conseguenza della legge che impone alle imprese assicuratrici sulla vita di cessare da ogni attività loro per l'avvenire: processo che la legge stessa mira di facilitare nei migliori modi, in maniera che si possa attuarsi gradualmente senza mosse e sconvolgimenti repentini.

Or bene, che importa il dire che la legge proibendo, e proibisce pel futuro, pone le imprese nella necessità di liquidare ?

9
Che importa dire che le imprese si tro-
veranno costrette a liquidare in conseguenza
del nuovo ordinamento? Questo interesse dan-
neggiato non é per se causa giuridica d'inden-
nizzo alcuno: la liquidazione non significa
atto per cui lo Stato si appropri cosa appar-
tenente alle imprese, ma é soltanto ^{la} consequen-
za, sia pur dannosa, di un atto legittimo suo,
ch'è di vietare ai privati un dato modo di
operare giuridicamente. Avrebbero forse le
imprese ragione di agire per trarne indennità
contro un impresa nuova che nella concorrenza
legittima le vincesse e le costringesse a li-
quidare? No certo: e tanto meno possono aver-
ne contro lo Stato, che esprimendo il poter
suo sovrano ne limiti la speciale od una spe-
ciale attività, senza nulla appropriarsi di
quanto effettivamente hanno. Ragionando in
opposta maniera si direbbe che non la sola
espropriazione vera, quale trasferimento di

semplice danno derivanté ai privati da nuovi
ordinamenti legislativi: sic~~on~~fonderebbe lo
stato di espropriazione con lo stato di liqui=
dazione, uno stato cioè che trasferisce in
effetto a favore del pubblico un bene priva=
to, con l'altro che lascia al privato ciò che
ha, e lo costringe solo a trasformarlo econo=
micamente. E allora, ogni interesse danneggiato
da nuovi provvedimenti legislativi sareb=
be elevato a giusta pretesa giuridica: e la
possibilità, o l'evenienza del danno sarebbe
al privato arma legittima contro la funzione
legislativa, l'interesse privato dominereb=
be il diritto supremo della collettività, e
il sentimento anarchico dovrebbe legittima=
mente prevalere, dissolvendo ogni civil socie=
tà.

Ministro Giolitti che ne fermò i principi
e la volle, e il Ministro Nitti che le de
l'espressione tecnica, hanno fatto opera
gia, degna della vita dei moderni Stati,
sommamente eccitatrice di ogni sana energ
nazionale.